



Conseil économique et social

Distr. générale
12 mai 2008
Français
Original : anglais

Session de fond de 2008

New York, 30 juin-25 juillet 2008

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau

Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi-2008**

Résumé

Au lendemain des turbulences économiques, le scénario de base établi par l'ONU pour la croissance économique mondiale a été révisé à la baisse en tenant compte du scénario pessimiste présenté dans le *Rapport sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale, 2008 (World Economic Situation and Prospects 2008)*, publié en janvier. En effet, l'aggravation de la crise du crédit dans les principaux pays développés à économie de marché, provoquée par la persistance du marasme immobilier, la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport aux autres grandes devises, la persistance des déséquilibres mondiaux et la flambée des prix des hydrocarbures et d'autres produits de base contribuent au ralentissement de la croissance mondiale.

Après avoir atteint 3,8 % en 2007, la croissance mondiale devrait baisser sensiblement pour passer à 1,8 % en 2008, et continuer de baisser en 2009. Dans les pays en développement, elle devrait passer de 7,3 % en 2007 à 5 % en 2008 et à 4,8 % en 2009. En outre, les risques d'une dégradation demeurent élevés alors même que ces perspectives sont sombres. Selon un scénario pessimiste qui n'est pas encore probable, mais qui est vraisemblable, selon lequel le ralentissement de l'activité économique serait beaucoup plus long aux États-Unis et les turbulences financières internationales persisteraient, l'économie mondiale pourrait bien être atteinte d'une quasi-paralyse, ce qui aurait des conséquences très négatives sur les perspectives de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement dans les pays en développement.

* E/2008/100.

** Le présent document est une mise à jour du *Rapport sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale, 2008* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.08.II.C.2), publié en janvier 2008.



Pour un grand nombre de ces pays, cette atonie de l'économie mondiale est aggravée par la flambée des prix des produits alimentaires et de l'énergie. Dans ce contexte, la crise alimentaire est non seulement un grave souci humanitaire, mais aussi une menace pour la stabilité sociale et politique.

Les responsables des politiques macroéconomiques dans le monde entier sont confrontés à des difficultés considérables face à ces défis majeurs. Dans la situation actuelle, il importe de s'entendre à l'échelon multilatéral sur un plan d'action international visant à stimuler une demande forte et soutenue dans l'économie mondiale, à réformer le cadre réglementaire des marchés financiers, en vue de rétablir la confiance dans les circuits de distribution du crédit, et à alléger les contraintes pesant sur la fourniture et la distribution des produits alimentaires et d'autres produits de base.

Tendances macroéconomiques de l'économie mondiale

1. Après s'être heurtée à maints obstacles, l'économie mondiale se trouve au bord d'une grave récession. L'aggravation de la crise du crédit dans les grands pays développés à économie de marché, déclenchée par une crise immobilière qui perdure, la dépréciation du dollar des États-Unis par rapport aux autres grandes devises, la persistance des déséquilibres mondiaux et la flambée des cours des hydrocarbures et autres matières premières sont autant de risques majeurs pour la croissance économique dans les pays développés comme dans les pays en développement.

2. En outre, la crise alimentaire actuelle, qui constitue un grave problème humanitaire, mais aussi une sérieuse menace pour la stabilité sociale et politique dans certains pays en développement, compromet la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en annulant certains des progrès accomplis dans cette direction.

3. Dans ce contexte, la croissance de l'économie mondiale, qui a été de 3,8 % en 2007, devrait sensiblement fléchir pour passer à 1,8 et 2,1 % en 2008 et 2009, respectivement. Les perspectives demeurent toutefois largement incertaines. En effet, on ne sait pas clairement si les mesures de relance monétaires et budgétaires mises en œuvre aux États-Unis d'Amérique produiront des effets à court terme, ou si des problèmes plus durables dans les secteurs des finances et du logement entraîneront l'économie dominante vers une récession plus grave ayant des conséquences dans le monde entier. D'après les résultats du deuxième trimestre 2008, le scénario de référence semble le plus probable des trois scénarios présentés, qui comprennent également un scénario optimiste et un scénario pessimiste (voir le tableau ci-après).

4. Le scénario de base prévoit une croissance de l'économie mondiale de 1,8 % en 2008; ce chiffre, qui résulte d'une révision à la baisse du scénario de base, décrit dans le *Rapport sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale, 2008*¹, publié en janvier, est proche de celui du scénario pessimiste présenté dans le rapport. La révision s'explique par la détérioration continue de la situation dans les secteurs du logement et des finances aux États-Unis d'Amérique au cours du premier trimestre 2008, laquelle devrait continuer à freiner considérablement l'économie mondiale en 2009. Les effets de contagion de la crise du marché des prêts hypothécaires à haut risque sur les pays en développement et les pays en transition ont jusqu'à présent été limités, mais, sachant que le ralentissement de l'activité dure aux États-Unis, on devrait s'attendre à des conséquences plus négatives, qui réduiraient les perspectives de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015.

5. Les résultats pourraient être plus modérés si les mesures de relance monétaires et budgétaires mises en œuvre par les États-Unis prennent effet dès 2008 par une stimulation de la consommation des ménages et un retour de la confiance dans les milieux d'affaires et le secteur bancaire. Si tel est le cas, la croissance devrait fléchir modérément à 2,8 % en 2008, puis reprendre légèrement pour atteindre 2,9 % en 2009. Selon le scénario pessimiste, la croissance mondiale chuterait à 0,8 % en 2008, puis reprendrait poussivement pour atteindre 1,4 % en 2009 (voir fig. I).

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.08.II.C.2.

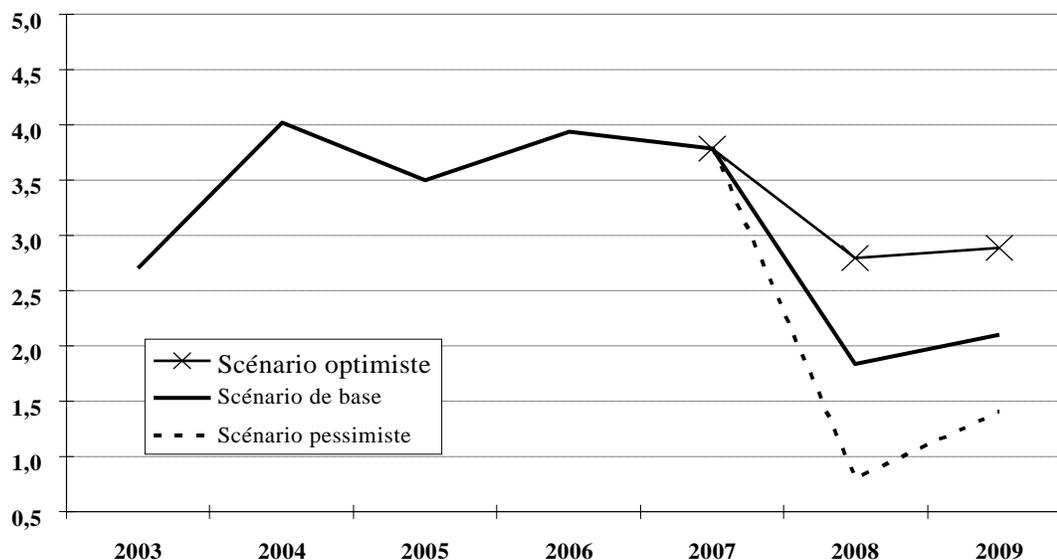
Croissance de la production mondiale et scénarios de base, optimiste et pessimiste pour la période 2003-2009

	2003	2004	2005	2006	2007	Scénario de base		Scénario optimiste		Scénario pessimiste	
						2008	2009	2008	2009	2008	2009
Croissance de la production mondiale	2,7	4,0	3,5	3,9	3,8	1,8	2,1	2,8	2,9	0,8	1,4
Pays développés	1,9	3,0	2,4	2,8	2,5	0,6	0,9	1,4	1,6	-0,3	0,7
États-Unis	2,5	3,6	3,1	2,9	2,2	-0,2	0,2	1,0	1,2	-1,3	0,3
Zone euro	0,8	2,0	1,5	2,8	2,6	1,1	1,2	1,7	1,7	0,4	0,9
Japon	1,4	2,7	1,9	2,2	2,1	0,9	1,2	1,3	1,5	0,3	0,9
Pays en transition	7,2	7,6	6,6	7,9	8,4	6,4	6,1	7,3	6,6	4,5	3,0
Pays en développement	5,2	7,0	6,7	7,1	7,3	5,0	4,8	6,3	6,0	3,5	3,3
Afrique	4,6	5,0	5,3	5,6	5,8	4,9	4,6	6,2	6,1	2,2	1,1
Asie de l'Est et du Sud	6,9	7,6	7,9	8,1	8,5	5,9	5,7	7,3	6,9	5,0	5,5
Asie occidentale	4,7	6,8	6,6	5,9	5,2	4,0	4,1	5,4	5,1	2,9	1,7
Amérique latine et Caraïbes	2,2	6,2	4,8	5,7	5,7	3,1	2,6	4,2	4,0	-0,3	0,9
<i>Note</i> : Pays les moins avancés	6,6	7,9	8,5	8,2	6,5	5,2	6,4	6,8	6,3	3,3	2,5
Croissance des échanges mondiaux (en volume)	5,8	10,7	7,0	9,9	7,2	4,7	5,1	6,0	6,1	2,5	4,5
Indice de taux de change du dollar des États-Unis (fluctuation annuelle en pourcentage)	-12,3	-8,2	-1,9	-1,5	-5,6	-15,0	0,0	-10,0	2,0	-11,5	-9,2
Taux de rémunération des bons du Trésor américain à 10 ans	4,0	4,3	4,3	4,8	4,6	3,7	5,2	3,4	3,7	-	-
Balance des paiements courants des États-Unis (en milliards de dollars)	-522	-640	-755	-811	-739	-636	-544	-666	-605	-562	-418

Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU.

Note : Les principales différences entre les trois scénarios tiennent aux hypothèses concernant le marché du logement aux États-Unis et les marchés financiers. Selon le scénario de base, le coût moyen des logements baissera de 15 % en 2008 et se stabilisera en 2009. Selon le scénario optimiste, ce coût baissera de 10 % en 2008 et augmentera légèrement en 2009. Selon le scénario pessimiste enfin, des baisses comparables se produiront en 2008 aux États-Unis et dans d'autres pays développés, puis les baisses seront plus modérées en 2009. Suivant le scénario de base, en outre, on prévoit une poursuite de l'aggravation des problèmes dans le secteur financier en raison de la baisse du montant net des prêts accordés au secteur privé jusqu'au début de 2009. Suivant le scénario optimiste, en revanche, le niveau de baisse sera le plus bas au premier trimestre de 2008, après quoi il y aura une reprise. D'après le scénario pessimiste enfin, les allocations nettes de crédits au secteur privé seront bloquées en 2008, pour reprendre légèrement en 2009.

Figure I
**Les trois scénarios de la croissance économique mondiale
 pour la période 2003-2009 (en pourcentage)**



Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU. Pour la description de chaque scénario, voir le tableau.

Perspectives de croissance économique par région

Pays développés

6. Aux États-Unis, la croissance économique devrait se contracter en 2008. La question est de savoir quelle sera l'ampleur de cette contraction et combien de temps elle durera. Alors que la crise immobilière continue et que celle du crédit s'aggrave, un large éventail d'indicateurs macroéconomiques suggèrent déjà une récession. En effet, l'emploi est en baisse, la confiance des consommateurs est tombée au niveau le plus bas depuis 10 ans, la croissance de la consommation des ménages a fortement ralenti et les dépenses d'équipement des entreprises ralentissent. En outre, l'existence d'un vaste parc immobilier, la contraction continue des activités dans le domaine du logement et la chute de 30 % de l'investissement résidentiel laissent nettement supposer que la situation dans ce domaine ne se stabilisera pas avant 2009. Dans ce contexte, le produit intérieur brut (PIB) devrait baisser de 0,2 % en 2008, puis remonter modestement en 2009. Suivant le scénario optimiste, il est possible qu'on enregistre une légère reprise, si les mesures de relance suffisent à rétablir le fonctionnement des marchés du crédit et à stabiliser la situation du logement. Néanmoins, compte tenu des incertitudes accrues au sujet du système financier et des risques élevés d'une poursuite de la détérioration des prix des logements, on ne peut pas exclure une récession particulièrement grave, comme il est envisagé dans le scénario pessimiste.

7. Après une hausse de 2,1 % en 2007, l'économie du Japon devrait ralentir en 2008, en partie à cause d'un affaiblissement de la consommation privée et de la rigueur de la politique budgétaire. La formation brute de capital fixe devrait certes

demeurer relativement dynamique, mais un ralentissement de l'économie américaine produira une pression supplémentaire sur les exportations japonaises, dont le cinquième est destiné aux États-Unis. Des effets secondaires sont également à prévoir en Asie, région qui absorbe la plus grande part combinée des exportations du Japon.

8. En Europe occidentale, la croissance a été forte en 2007, atteignant 2,6 % dans la zone euro, mais elle a nettement ralenti au cours du quatrième trimestre et devrait rester anémique en 2008 et 2009. Le ralentissement initial a eu pour principale cause une décélération sensible de la consommation privée, due à une baisse du revenu disponible réel provoquée par la flambée des cours des matières premières. Jusqu'à présent, les autres facteurs majeurs de changement à l'échelle mondiale, à savoir les turbulences des marchés financiers, le ralentissement des échanges mondiaux, l'appréciation des devises nationales et la détérioration des marchés immobiliers ont eu moins d'impact. Toutefois, il est probable que ces phénomènes se manifesteront plus clairement au second semestre de l'année et en 2009. On observera alors un ralentissement des exportations, lié à un affaiblissement de la demande en Asie de l'Est et en Asie occidentale, qui auront des répercussions sur les investissements, lesquels étant aussi limités par des contraintes financières. La croissance devrait donc ralentir, passant à 1 % environ dans la zone euro et l'on devrait noter des décélérations semblables dans les pays hors zone euro.

9. La croissance économique des nouveaux membres de l'Union européenne a été vigoureuse en 2007; on a en effet enregistré un taux moyen de 6 %, soutenu par une forte expansion en Pologne et un développement plus dynamique que prévu en Slovaquie et en Slovénie. Les données préliminaires pour 2008 indiquent un fléchissement de la consommation privée dans toute la région, en partie à cause de l'augmentation des prix et des taux d'intérêt, et d'un léger ralentissement du marché du logement. En 2008, la croissance diminuera d'un point en Europe centrale et plus sensiblement dans les États baltes, dans un contexte de croissance plus faible au sein des 15 pays de l'UE, d'une éventuelle inversion des flux de capitaux vers la région et d'un net ralentissement de l'expansion du crédit interne, lequel aura des répercussions sur la consommation et les investissements privés.

10. En ce qui concerne les autres pays développés, la Nouvelle-Zélande et l'Australie devraient connaître en 2008 un ralentissement de leur croissance dû à un affaiblissement de la demande des consommateurs. L'activité économique du Canada devrait elle aussi ralentir en raison du fléchissement de la demande externe, affectée par la récession aux États-Unis et l'appréciation du dollar canadien.

Pays en transition

11. Parmi les pays en transition, les membres de la Communauté d'États indépendants ont connu une croissance de 8,6 % en 2007, due à une forte expansion dans la Fédération de Russie et en Ukraine, ainsi que dans d'autres pays plus petits. Les cours élevés des matières premières (pétrole, gaz, métaux et coton) continuent de stimuler la croissance dans les pays qui possèdent d'abondantes ressources. Dans toute la région, la demande intérieure reste forte, soutenue par l'augmentation des salaires réels et le maintien de la relance des investissements. Les résultats économiques devraient toutefois être plus faibles en 2008, compte tenu des perspectives plus modestes à l'échelle mondiale et du ralentissement de l'expansion du crédit. La poursuite de la dégradation entraînera un tassement prolongé des investissements et de la consommation dans certains pays, qui aura des

conséquences négatives sur la demande de produits provenant des autres membres de la CEI. Selon le scénario pessimiste, les pays exportateurs de pétrole de la région devraient à terme voir leurs recettes pétrolières diminuer et leur croissance s'affaiblir sensiblement.

12. Dans l'Europe du Sud-Est, l'activité économique s'est renforcée en 2007 et on a enregistré une croissance de 6 % du PIB. La forte demande intérieure, notamment en termes de consommation privée et d'investissement en capital fixe, demeure le moteur du développement économique, stimulé par l'essor du crédit et l'augmentation des salaires réels. Les déséquilibres extérieurs continuent de s'accroître dans la région, en raison du volume important des importations de biens de consommation et d'équipement et de la hausse des prix pétroliers. Vers la fin de 2007, la croissance de la production a commencé à ralentir et on devrait enregistrer une croissance plus faible en 2008 et 2009, reflétant en partie des conditions d'octroi de crédit plus rigoureuses et un ralentissement dans les pays de l'Union européenne.

Pays en développement

13. En 2007, l'Afrique a maintenu une croissance robuste, de l'ordre de 5,8 %, qui a été stimulée par une forte demande mondiale, les prix élevés des matières premières, la stabilité macroéconomique, l'accroissement des flux de capitaux, l'allègement de la dette et une amélioration des résultats dans les secteurs non pétroliers comme l'agriculture et le tourisme. Elle a également enregistré une diminution des conflits politiques et des guerres, même si la paix demeure fragile dans certaines régions. Les résultats en termes de croissance ont été variables selon les pays et les régions, les pays exportateurs de pétrole ayant connu en moyenne une croissance plus forte; cependant, celle-ci demeurerait en deçà du niveau requis pour que le continent puisse atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. En 2008 et 2009, la croissance devrait ralentir en raison de l'accroissement de l'inflation et d'un ralentissement plus marqué de l'économie américaine, lequel aura des incidences négatives sur la demande d'exportations de l'Europe et du reste du monde. Selon le scénario pessimiste, qui est moins vraisemblable tout en restant envisageable, la demande de produits provenant d'Afrique devrait faiblir considérablement, auquel cas la croissance pourrait tomber à 2,2 % en 2008 et 1,1 % en 2009.

14. En Asie de l'Est, la croissance du PIB a été de 8,8 % en 2007, soit un peu plus que prévu, en raison du dynamisme des investissements et des exportations nettes. En 2008, on devrait constater un net fléchissement de la croissance dans son ensemble, car la région subit les conséquences du ralentissement économique dans les grands pays développés et du coût élevé de l'énergie et des matières premières. En Chine, la croissance du PIB devrait ralentir sensiblement à cause de la décélération des exportations et d'autres facteurs tels le resserrement des politiques monétaires, l'appréciation du renminbi et la hausse des coûts salariaux. Néanmoins, les liens commerciaux avec les États-Unis et d'autres pays industrialisés étant forts, la croissance de la production ne serait pas inférieure à 5 % en 2008 selon le scénario pessimiste.

15. En Asie du Sud, la croissance économique a été de 7,4 % en 2007 soutenue par la forte expansion de l'Inde et du Pakistan, laquelle est imputable à un niveau élevé de consommation privée et de formation de capital fixe. Dans les deux pays, la vigueur de la demande intérieure a également stimulé l'accroissement des volumes

d'importation, tandis que l'accélération de la hausse des prix des matières premières a renchéri la valeur des importations, contribuant au creusement du déficit des comptes courants. En 2008, on s'attend à un ralentissement de la croissance. La République islamique d'Iran continue de tirer parti du prix élevé du pétrole, mais ceux des produits de base commencent à avoir des conséquences négatives dans la région. En outre, la récession aux États-Unis ralentira sensiblement la croissance, sachant que le marché américain est le principal marché d'exportation de l'Inde et du Pakistan.

16. L'Asie occidentale a enregistré une croissance robuste de 5,2 % en 2007 car les recettes pétrolières ont contribué à améliorer la situation sur les plans budgétaire et de la balance commerciale dans les pays exportateurs de pétrole et stimulé les dépenses d'équipement dans les pays importants comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Ce développement est toutefois contrebalancé par une tendance au ralentissement dans les pays importateurs de pétrole, lesquels subissent un tassement de la demande de consommation, auquel s'ajoutent l'augmentation des prix du pétrole importé et la réduction de la demande des grands pays développés. On prévoit en 2008 un ralentissement de la croissance, car la récession à l'échelle mondiale continuera d'affaiblir la demande de produits pétroliers et non pétroliers en provenance de la région. De plus, le resserrement du crédit au plan mondial réduira le volume des investissements étrangers directs et d'autres apports de capitaux, ce qui est particulièrement préoccupant pour la Turquie dans la mesure où elle dépend largement de ces afflux pour financer son déficit croissant.

17. Les résultats économiques dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes en 2007 ont été meilleurs que prévu initialement dans le *Rapport sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale, 2008*. La croissance de la production a atteint 5,7 % en raison des bons résultats obtenus dans les secteurs des services et de l'agriculture au Brésil et d'une croissance globale forte au Mexique. On s'attend en 2008 à un ralentissement sensible, principalement lié à la situation de la balance des paiements courants, compte tenu des liens étroits existant entre la région et les États-Unis, mais aussi l'Europe et la Chine, qui sont les autres grands partenaires commerciaux. Les envois de fonds, tout particulièrement vers le Mexique et l'Amérique centrale, ont commencé à baisser, en partie découragés par la faiblesse du dollar. Les exportations nettes devraient stagner en raison du tassement de la demande extérieure, tandis que la facture des importations de la plupart des pays augmentera étant donné que les prix des denrées alimentaires et du pétrole atteignent des niveaux records. Les investissements publics et privés devraient également fléchir en raison du resserrement des politiques monétaires et budgétaires. Bien que la contagion financière ait pu être relativement contenue, des turbulences internationales croissantes et un ralentissement de l'activité économique dans la région risquent de mettre à mal les marchés financiers des pays émergents. Selon le scénario pessimiste, la région entrera dans une véritable récession sur fond de forte baisse de la demande pour les produits qu'elle exporte.

18. Dans les pays les moins avancés, la croissance devrait passer de 6,5 % en 2007 à 5,2 % en 2008, en raison de la poursuite du ralentissement au Myanmar, lequel pourrait s'accroître à la suite des ravages provoqués par le cyclone qui a dévasté une partie du pays en mai 2008, et de ses conséquences pour les victimes, et d'un tassement de la croissance en Éthiopie et au Soudan, qui contribuent tous deux largement à la croissance globale de ce groupe de pays. À court terme, les pressions inflationnistes croissantes font courir le risque majeur de dégradation de la situation dans ces pays, en raison des prix élevés de l'énergie et principalement de

l'augmentation des prix des denrées alimentaires, qui mettent en péril la stabilité et ont provoqué des troubles sociaux dans les pays importateurs nets de produits alimentaires, comme le Bangladesh, le Burkina Faso, Haïti, la Mauritanie et le Yémen.

Perspectives en matière d'emploi

19. *L'emploi* a résisté au ralentissement de l'économie dans la plupart des pays développés, où la baisse des taux de chômage et l'amélioration des niveaux de l'emploi continuent d'avoir des effets positifs sur les salaires. Cependant, la situation du marché du travail a commencé à se dégrader aux États-Unis et dans certains des pays en développement, où les gains en matière d'emploi ont ralenti ou commencé à régresser, tendance qui devrait gagner d'autres pays compte tenu du tassement continu de l'activité économique en 2008 et 2009.

20. Aux États-Unis, la situation de l'emploi se dégrade depuis le milieu de 2007 et une contraction manifeste des emplois salariés a débuté au premier trimestre de 2008; le chômage avait augmenté, passant de 4,5 % environ au milieu de 2007 à 5,1 % en mars, et l'on s'attend à une nouvelle dégradation. En Europe occidentale, la forte croissance de l'emploi et l'amélioration des salaires ont stimulé l'économie. Le taux de chômage dans la zone euro a atteint 7,1 % au début de 2008, soit le niveau le plus bas depuis la création de l'Union économique et monétaire. La situation de l'emploi a également continué de s'améliorer dans les nouveaux États membres de l'Union européenne, les taux de chômage passant sous la barre des 10 % dans presque tous les pays de la région. Cependant, le ralentissement de la croissance économique devrait entraîner une légère augmentation du chômage dans toute l'Europe en 2008 et 2009. En Australie, en Nouvelle-Zélande et au Canada, la situation de l'emploi est également stable malgré le ralentissement de l'économie prévu dans ces pays; au Japon, elle est contrastée. Le taux de chômage devrait se maintenir à 3,8 % environ en 2008, comme c'est le cas depuis plusieurs années, mais les salaires nominaux devraient rester faibles.

21. Dans les pays en transition, le chômage au sein de la CEI continue de diminuer, en raison principalement de l'expansion des secteurs du bâtiment et des services dans certains pays, en particulier dans la Fédération de Russie. Cette tendance est toutefois loin d'être comparable aux taux élevés de croissance de la production enregistrés récemment. Dans l'Europe du Sud-Est, la situation de l'emploi s'est légèrement améliorée en raison du maintien d'une forte croissance économique durant plusieurs années, mais les taux de chômage demeurent extrêmement élevés.

22. Dans les pays en développement, la croissance économique vigoureuse de l'Afrique a permis d'obtenir certains gains en matière d'emploi en Égypte et au Maroc, où les taux de chômage ont régulièrement baissé. Néanmoins, ces taux demeurent généralement élevés dans toute la région en raison du fort accroissement des effectifs de main-d'œuvre et de l'absence de création d'emplois. Dans l'Asie de l'Est et du Sud, la situation de l'emploi n'a pratiquement pas changé et elle devrait se dégrader en raison du tassement de la croissance. En Chine, le chômage devrait augmenter légèrement, car l'appréciation du renminbi accroît les pressions concurrentielles sur les marchés du travail et une nouvelle loi mise en application dans le domaine du travail réduit les incitations à l'embauche et au maintien des travailleurs. Le Pakistan et l'Inde, qui ont connu une amélioration de la situation de

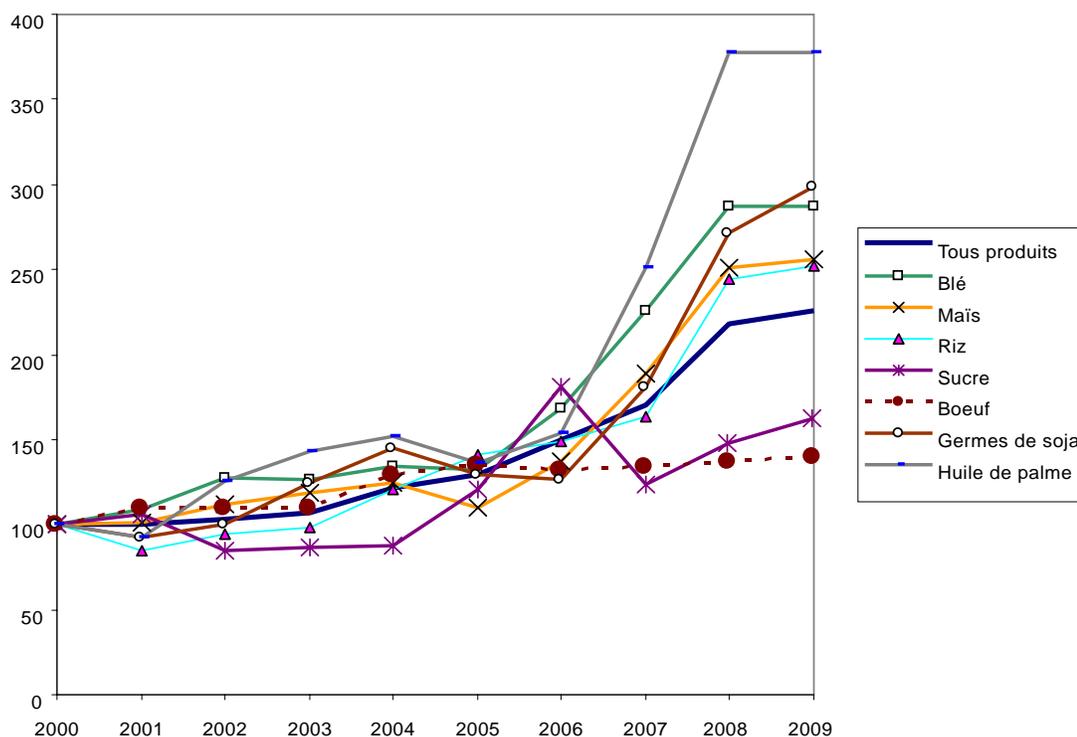
l'emploi en 2007, s'attendent à une détérioration en 2008. En Asie occidentale, les taux de chômage demeurent élevés et aucune amélioration sensible n'a été constatée dans un contexte de persistance du chômage en Jordanie, au Liban, au Yémen et en République arabe syrienne. En Amérique latine, la tendance à l'amélioration de la situation de l'emploi, observée depuis 2004, a cédé la place à une stagnation et le chômage devrait augmenter légèrement ou se maintenir à 8 % environ compte tenu du ralentissement de l'activité économique. L'accroissement du chômage devrait principalement toucher le Mexique, car les pays de l'Amérique du Sud enregistreront une activité économique plus faible, mais relativement robuste.

Perspectives concernant l'inflation

23. L'augmentation des cours des produits de base a semble-t-il été le principal facteur ayant une incidence sur l'*inflation publiée* dans le monde, en particulier depuis le second semestre de 2007. Outre les prix du pétrole, qui n'ont cessé de croître, les prix mondiaux des produits alimentaires ont augmenté de 25 % en 2007 et avaient atteint un taux annuel de progression de 57 % en mars 2008 (voir fig. II)². Les plus fortes hausses ont été enregistrées pour les huiles et les matières grasses, suivies par les céréales, les produits laitiers et les viandes. Ces prix devraient continuer de croître en 2008 et se maintenir à un niveau élevé en 2009 avant de baisser.

² Selon les données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, fournies dans *Perspectives de récoltes et situation alimentaire*, n° 2, avril 2008.

Figure II
**Indice des prix des produits alimentaires de base, tendances
 et prévisions pour la période 2000-2009**



Source : CNUCED, indice des prix des produits de base. Prévisions établies par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU.

24. L'inflation a également eu pour causes l'utilisation de capacités excédentaires et l'augmentation des salaires. En outre, de nombreux pays étaient confrontés au dilemme suivant lequel ils devraient choisir entre la maîtrise de l'inflation et la stimulation de l'économie par un assouplissement des politiques monétaires et budgétaires. À l'échelle mondiale, l'inflation devrait atteindre 3,7 % en 2008, malgré un ralentissement de la croissance. Selon le scénario de base pour 2009, elle devrait ralentir, car la demande globale restera faible.

25. Bien que l'inflation soit tombée à 2 % en 2007 dans les pays développés, elle devrait passer à 2,7 % en 2008, puis retomber à 1,6 % en 2009. Aux États-Unis, ce taux est de 4 % en raison de l'augmentation des prix de l'énergie et des produits alimentaires, mais il devrait à terme baisser parallèlement à la réduction de la demande. En Europe occidentale, l'inflation a atteint 3,6 % en mars, également à cause des prix de l'énergie et des denrées. Compte tenu du ralentissement de l'activité et d'un plafonnement éventuel des prix de l'énergie et des produits alimentaires à terme, elle devrait atteindre 2 % en 2009. Dans les nouveaux pays

membres de l'Union européenne, l'inflation a fortement augmenté en 2007; cette tendance devrait continuer en 2008 en raison des pressions continues sur l'offre et la demande. Même au Japon, où l'inflation était quasiment nulle en 2007, la hausse des prix du pétrole et des produits alimentaires est devenue un facteur important dans la précision d'un taux de 0,7 % pour 2008. L'Australie et la Nouvelle-Zélande s'attendent à une inflation plus forte en 2008 en raison des niveaux élevés d'utilisation des capacités, d'une pénurie de main-d'œuvre et des prix élevés des produits de base. Le Canada, en revanche, s'attend à une baisse de l'inflation grâce à une devise forte.

26. Les pays en transition devraient retrouver une inflation à deux chiffres en 2008, tout particulièrement au sein de la CEI, sous l'effet de politiques monétaires et budgétaires laxistes et des pénuries de produits agricoles et d'électricité. Dans l'Europe du Sud-Est en revanche, l'inflation a baissé malgré le dynamisme enregistré en 2007. Toutefois, les prix devraient repartir à la hausse en 2008 du fait du renchérissement des produits alimentaires et de l'énergie.

27. Sachant que les produits alimentaires représentent environ la moitié du panier de consommation dans un grand nombre des pays en développement, la hausse des prix mondiaux de ces produits a des conséquences notables sur l'inflation; elle a ainsi produit entre un tiers environ et plus de la moitié de l'inflation publiée en 2007, notamment en Asie et au Moyen-Orient³.

28. En Afrique, l'inflation a été modérée en 2007, mais les pressions à la hausse s'intensifient, notamment dans les pays importateurs de pétrole et de produits alimentaires. L'augmentation des prix des denrées alimentaires est un souci majeur dans les pays de l'Afrique subsaharienne, où ces produits représentent une grande part des dépenses. Dans les pays de l'Asie de l'Est et du Sud, l'inflation a progressé plus rapidement depuis le milieu de 2007, principalement en raison de la hausse des prix de l'énergie et des matières premières agricoles et industrielles, et d'une forte utilisation des capacités dans certains pays. Dans la région, l'inflation augmentera en 2008 pour atteindre le niveau le plus élevé depuis 10 ans, avant de ralentir en 2009. En Asie occidentale, les exportateurs comme les importateurs de pétrole sont confrontés à l'inflation, qui découle d'un accroissement des liquidités dans la région, de la faiblesse des devises en raison de leur indexation sur le dollar, des difficultés de distribution et d'approvisionnement et de l'augmentation des prix des produits alimentaires et des logements. Afin de soulager les ménages, un grand nombre de pays ont revalorisé les retraites et les salaires de la fonction publique, ce qui risque de pousser l'inflation à la hausse du fait de l'augmentation des déficits budgétaires. Certains pays ont également commencé à constituer des réserves de denrées alimentaires afin de se prémunir contre de futures augmentations de prix. En Amérique latine, l'augmentation des prix des produits alimentaires et du pétrole, et la vigueur de la demande intérieure au cours du second semestre de 2007, ont mis un terme, en 2008, à la précédente tendance à la baisse de l'inflation. C'est en Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans les Caraïbes qu'on enregistrera les taux d'inflation les plus élevés de la région, et les Caraïbes seront les plus durement touchés par le renchérissement des produits de base, étant fortement tributaires des produits importés.

³ Fonds monétaire international, *Perspectives de l'économie mondiale en octobre 2007 : mondialisation et inégalité* (Washington, 2007, FMI).

Problèmes posés aux pays en développement par l'environnement économique international

29. L'environnement économique international est devenu moins favorable aux pays en développement et aux pays en transition, du fait de l'aggravation de la crise financière provoquée par la crise des crédits hypothécaires à risque aux États-Unis. La situation internationale en ce qui concerne les échanges et les finances est de plus en plus instable depuis le début de 2008, en particulier les cours mondiaux des produits de base, les valeurs boursières et les écarts de rendement. À terme, pour ces pays, la conjoncture économique sera plus difficile, en raison du ralentissement de l'activité économique aux États-Unis et dans les autres pays développés.

30. Le taux de croissance des *échanges* mondiaux a diminué passant de 7,2 % en 2007 à 4,7 % au début de 2008, en raison de la faiblesse de la demande de produits importés aux États-Unis. Les importations des États-Unis qui représentent environ 15 % du total mondial, ont diminué au cours du quatrième trimestre de 2007 et encore au début de 2008. Par conséquent, les exportateurs dynamiques de produits manufacturés, comme la Chine, ont enregistré une baisse importante du volume de leurs exportations. À mesure que le ralentissement économique se poursuivra aux États-Unis, d'autres pays en développement enregistreront une baisse de leurs exportations, notamment les pays exportateurs de pétrole et de produits de base en Afrique et en Amérique latine.

31. Les *cours du pétrole* (pétrole brut Brent) ont atteint des niveaux records de plus de 120 dollars le baril au premier trimestre de 2008. L'affaiblissement du dollar des États-Unis, les tensions géopolitiques, en particulier au Nigéria, et la diminution des stocks ont joué un rôle plus important que la demande dans la fixation des cours; cependant, à mesure que la demande continue de faiblir au cours du second semestre de l'année, notamment à cause de l'augmentation des cours et du ralentissement de l'économie, les prix pétroliers devraient baisser et s'établir en moyenne à 95 dollars le baril en 2008 et 90 dollars le baril en 2009.

32. Les *cours des produits agricoles et autres* ne cessent d'augmenter au cours des dernières années. Si l'offre varie, la forte demande mondiale, provenant en particulier de la Chine et d'autres pays émergents qui connaissent une forte croissance, était un facteur commun. L'augmentation des prix pétroliers y a aussi joué un rôle, soit directement par l'accroissement des coûts de production, soit indirectement par un effet de substitution. Par exemple, l'augmentation des cours du pétrole a encouragé la production de biocarburants, augmentant les prix du maïs, du soja et des oléagineux. À terme, les prix de la plupart des produits agricoles devraient se stabiliser, sauf les produits alimentaires de base (blé, maïs, riz et soja), qui devraient augmenter en 2008, avant de se stabiliser en 2009. Les cours des métaux et des ressources minérales devraient baisser légèrement en 2008 et 2009.

33. Les *termes de l'échange* se sont améliorés pour de nombreux pays en développement au cours des cinq dernières années, à la suite de l'augmentation des cours mondiaux du pétrole et d'autres produits de base. Les fondamentaux économiques, comme l'augmentation de la demande mondiale, ont contribué à cet accroissement, mais les facteurs cycliques et spéculatifs ont également joué un rôle. Par exemple, la dépréciation du dollar des États-Unis et la crise financière ont poussé les prix à des niveaux insoutenables, les investisseurs s'étant tournés vers les marchés des produits de base pour obtenir de meilleurs rendements. Ce

comportement moutonnier risque d'aggraver l'instabilité et de rendre difficile toute mesure correctrice à l'avenir.

34. En revanche, les importateurs nets d'énergie et de produits alimentaires sont touchés par les effets négatifs des termes de l'échange. Les prix des denrées, qui ont augmenté de 14 % en 2007 et ont encore augmenté en 2008, menacent maintenant les groupes les plus pauvres et risquent de compromettre la prospérité et la stabilité sociale dans de nombreux pays en développement (voir encadré).

Encadré 1

Problèmes posés aux pays en développement par la hausse des prix des denrées alimentaires et l'inflation

Les prix des denrées comme le blé, l'huile de palme, l'huile de soja, les graines de soja et le riz, ont enregistré des hausses alarmantes (dans un ordre décroissant de 113 % à 52 % entre avril 2007 et mars 2008). Ces prix devraient continuer de monter en 2008 et rester à des niveaux élevés en 2009, avant de diminuer en 2010. La vitesse et le niveau des hausses récentes des prix alimentaires s'expliquent par la combinaison de phénomènes simultanés qui ont affecté les marchés des produits alimentaires au cours des dernières années en ce qui concerne l'offre et la demande.

L'accroissement des revenus et l'accélération de l'urbanisation dans les pays en développement ont entraîné une forte augmentation de la demande de produits carnés; de ce fait, les aliments du bétail exigent plus de céréales. En outre, les problèmes liés à l'environnement et à la sécurité énergétique ont augmenté la demande de biocarburants, ce qui a exigé une production accrue de maïs et de canne à sucre. Près de la moitié de l'augmentation de la demande concernant les principales cultures vivrières aux États-Unis, pendant la période 2006-2007, visait à répondre aux besoins accrus d'intrants pour la production d'éthanol à base de maïs dans ce pays^a. En outre, la quasi-totalité de l'augmentation de la production mondiale de maïs entre 2004 et 2007 a servi à produire des biocarburants aux États-Unis^b.

Les disponibilités alimentaires mondiales (mesurées par le volume de la production de céréales) ont augmenté de 5 % en 2007, mais cette augmentation ne répond pas à celle de la demande. Certains des gains de production ont été annulés par une série de conflits politiques et de graves intempéries, y compris des périodes de sécheresse et des inondations, qui ont causé des dégâts considérables aux cultures dans certaines régions du monde et rendu plus difficile l'accès aux produits alimentaires. Cela a été le cas dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, en Afghanistan, en Australie, au Bangladesh, en Chine, en Indonésie, en Iraq, au Népal et à Sri Lanka. En outre, la pénurie d'eau dans certains pays (par exemple en Arabie saoudite) a réduit considérablement la production céréalière dans ces régions du monde. Par ailleurs, la hausse concomitante des prix du pétrole a augmenté les coûts du transport et le prix des engrais.

La persistance des pressions de la demande et les effets décalés de l'offre devraient maintenir les prix alimentaires à des niveaux élevés à terme, ce qui aura de graves conséquences, en particulier pour les pays importateurs nets de produits alimentaires. La plupart des ménages pauvres dans les pays en développement qui sont des acheteurs nets seront également touchés par l'augmentation du prix des denrées. Selon les estimations du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU, la flambée des prix mondiaux des denrées depuis 2006 risque de précipiter au-dessous du seuil de pauvreté de 1 dollar par jour 109 millions de personnes^c. La plupart des nouveaux pauvres vivent en Asie du Sud et en Afrique, le continent africain étant le plus touché en termes relatifs

^a FMI, *Perspectives de l'économie mondiale : le logement et le cycle commercial* (Washington, FMI, 2008).

^b Banque mondiale, « Rising food prices: policy options and World Bank response », note d'information à l'intention du Comité du développement, Washington, mars 2008.

^c Ces estimations se fondent sur les données d'enquête auprès des ménages portant sur environ 80 % de la population des pays en développement.

35. Les *coûts du financement externe* restent faibles pour les pays émergents, mais ils ont augmenté à la suite des récentes turbulences financières. Les écarts de l'indice EMBI (indice des obligations sur les marchés émergents) ont augmenté, en moyenne, de plus de 100 points de base par rapport aux taux les plus bas jamais enregistrés au cours du premier semestre de 2007. L'augmentation des écarts pour les pays émergents enregistrant un déficit extérieur, comme quelques pays en transition, est plus importante que la moyenne, ce qui indique des inquiétudes quant aux risques d'ajustements désordonnés des déséquilibres externes. Pendant ce temps, les taux d'intérêt de référence sur lesquels se fonde le coût des financements externes pour les pays émergents à économie de marché ont diminué, du fait d'une « fuite vers un refuge » sur les marchés du crédit des pays développés et de la réduction des taux d'intérêt aux États-Unis. Des risques à la baisse existent, notamment si la situation des marchés financiers des pays développés continue de se dégrader et que les États-Unis réduisent brusquement l'important déficit de leur balance courante.

36. Les *flux de capitaux* vers les pays émergents à économie de marché ont atteint des niveaux records en 2007, les bons résultats économiques de ces pays ayant attiré les investisseurs internationaux. Les turbulences financières et la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis ont provoqué une sortie des capitaux des États-Unis vers les pays émergents à économie de marché où les rendements étaient plus élevés; cependant, à terme, les flux de capitaux vers ces pays devraient ralentir. En fait, les flux nets de capitaux ont ralenti depuis le début des turbulences financières qui se sont manifestées en août 2007, même s'ils ont sensiblement augmenté en chiffres bruts. Cela résulte d'un accroissement des investissements extérieurs des pays en développement, et, au début de 2008, d'importantes ventes par les investisseurs internationaux sur les marchés financiers des pays émergents. Cela montre que les investisseurs internationaux ont une aversion au risque de plus en plus marquée à l'égard de ces pays. Comme les flux de capitaux vers les pays émergents tendent à

être procycliques, ils devraient diminuer probablement en raison du ralentissement escompté de leur activité économique.

37. *L'aide publique au développement* (APD) a de nouveau diminué en 2007, après avoir baissé en 2006. En 2005, elle avait augmenté, mais principalement en raison des mesures d'allégement de la dette, en particulier pour l'Iraq et le Nigéria. Il est peu probable que la plupart des donateurs tiennent les engagements qu'ils ont pris d'accroître leur aide s'ils ne l'augmentent pas dans des proportions sans précédent d'ici à 2010. Le ratio entre l'APD et le revenu national brut (RNB) des membres du Comité d'aide au développement (CAD) a diminué, passant de 0,31 % en 2006 à 0,28 % en 2007. À l'exclusion des dons au titre de l'allégement de la dette, l'APD nette fournie par les membres du CAD a augmenté de 2,4 %. L'APD en faveur de l'Afrique subsaharienne, non compris l'allégement de la dette, a augmenté de 10 %, mais les donateurs auront beaucoup de difficulté à tenir la promesse qu'ils avaient faite lors du Sommet du Groupe des Huit à Gleneagles de doubler l'aide à l'Afrique d'ici à 2010. Il faudra s'efforcer de faire en sorte que les flux d'aide soient plus prévisibles et anticycliques, afin d'améliorer leur efficacité.

38. Les sorties de capitaux des pays émergents vers les pays développés à économie de marché ont continué d'être plus importantes que les apports. Dans l'ensemble, les pays émergents à économie de marché sont des prêteurs nets au reste des pays du monde, finançant les déficits extérieurs des États-Unis et d'autres pays développés. Dans le contexte de la crise financière actuelle, les sorties de capitaux des pays émergents sont une importante source de capitaux pour les banques en difficulté aux États-Unis. Les flux de capitaux des pays émergents à économie de marché vers les pays à faible revenu, en particulier en Afrique, ont également augmenté. Certains flux de capitaux en provenance de ces pays comprennent des investissements de fonds souverains, dont le manque de transparence a suscité des inquiétudes dans les pays développés.

39. Cependant, la plupart des transferts nets de ressources financières des pays en développement vers les pays développés sont effectués par accumulation de réserves internationales. La valeur totale des réserves officielles des pays en développement a dépassé 3 billions de dollars en 2007. Le montant des réserves en devises de la Chine seule s'élevait à 1,5 billion de dollars à la fin de 2007. Les réserves constituées par ces pays les ont aidés à affronter les chocs extérieurs, mais elles impliquent aussi des coûts et posent des problèmes de gestion; on mentionnera notamment la difficulté de gérer rationnellement d'importantes réserves de devises. Face à la dépréciation du dollar, les coûts relatifs à la gestion de ces réserves sont de plus en plus élevés car, pour la majeure partie, elles sont libellées en dollars. Certains pays ont diversifié dans une certaine mesure leurs réserves en détenant d'autres grandes monnaies pour réduire les risques de dévalorisation de leurs réserves. La faible diversification s'explique peut-être par le fait que les banques centrales craignent qu'en renonçant aux actifs libellés en dollars, elles ne suscitent une dépréciation encore plus forte du dollar et une dévalorisation de leurs réserves. Cependant, l'accumulation d'importantes réserves officielles par les pays en développement est intrinsèquement liée à l'aggravation des déséquilibres mondiaux, qui, s'ils ne sont pas redressés, pourraient entraîner une brusque perte de confiance dans la monnaie de réserve internationale. Une forte dépréciation du dollar, à son tour, entamerait rapidement le degré d'« auto-assurance » auquel les pays en développement étaient parvenus ces 10 dernières années.

40. La dépréciation du dollar des États-Unis s'est accélérée en 2008. Le dollar a perdu près de 40 % de sa valeur par rapport aux autres grandes monnaies depuis 2002, atteignant ainsi son niveau le plus bas depuis l'effondrement du système de Bretton Woods. Il s'est également déprécié par rapport à la plupart des autres monnaies des pays en développement et des pays en transition, y compris le renminbi chinois et les monnaies des pays exportateurs de produits de base, sauf celles qui sont indexées sur le dollar. À terme, le dollar devrait se déprécier de 15 % par rapport aux grandes monnaies suivant le scénario de base, car les écarts entre les taux de croissance et les taux d'intérêt continuent de se creuser et le déficit extérieur des États-Unis, bien qu'il se réduise, est encore loin d'être soutenable.

Problèmes de politique générale

41. Les incertitudes qui caractérisent l'environnement économique posent de graves problèmes à l'économie mondiale. Suivant les prévisions de base, les politiques monétaires ou budgétaires proposées jusqu'ici ne stimuleront probablement pas la consommation aux États-Unis et la récession qui en résultera aura des répercussions négatives sur les autres pays du monde. Suivant le scénario pessimiste, l'endettement croissant des ménages aux États-Unis et dans un certain nombre de pays développés, comme le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Espagne et l'Australie, risque d'accroître considérablement l'instabilité financière. Toutes les régions développées seront confrontées à une récession à des degrés divers et la croissance dans les pays en développement sera fortement touchée par le biais des circuits commerciaux et financiers. Ces scénarios, qui prévoient des tensions économiques considérables au niveau mondial, doivent être examinés sérieusement et requièrent l'adoption de mesures décisives pour mettre en œuvre des politiques concertées.

42. Le ralentissement de la conjoncture et le resserrement du crédit aux États-Unis ont entraîné l'adoption de politiques intérieures d'expansion, mais le principal moteur de la relance devrait être la demande extérieure. Dans d'autres pays, on note une résistance à l'application de politiques d'expansion, en raison de la confiance dans le dynamisme de l'économie mondiale ou d'une inquiétude au sujet des pressions inflationnistes résultant de l'augmentation des prix des produits de base. Entre-temps, les déséquilibres mondiaux ont pris une ampleur sans précédent et toute intervention désordonnée aurait de graves conséquences sur la situation commerciale et financière mondiale.

43. Les *Rapports sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale, 2006*⁴, *2007*⁵ et *2008* ont maintes fois souligné la nécessité de coordonner les mesures visant à réduire les déséquilibres mondiaux tout en évitant un ralentissement de l'économie, proposant un rééquilibrage de la demande intérieure entre les pays excédentaires et les pays déficitaires et un réalignement ordonné des taux de change. Les rapports examinaient également les facteurs provoquant ces déséquilibres et proposaient des mesures à moyen terme afin de prévenir leur réapparition à l'avenir, par exemple la réforme du système de réserve internationale et le renforcement de la réglementation financière, et des filets de sécurité.

⁴ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.06.II.C.2.

⁵ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.07.II.C.2.

Progrès partiels mais limités des consultations multilatérales

44. La fonction des déséquilibres mondiaux, tout en maintenant la croissance mondiale, est l'une des priorités de la Consultation multilatérale sur les déséquilibres mondiaux que le FMI a organisée pour la première fois en juin 2006. Dans son dernier rapport, le Fonds a décrit les acquis obtenus dans les principales voies proposées pour l'adoption de mesures :

a) Certains progrès ont été réalisés vers un rééquilibrage à l'échelle mondiale : la Chine est en voie d'accroître ses dépenses publiques; l'Arabie saoudite augmente ses investissements dans les infrastructures sociales et économiques, tout en intensifiant la prospection pétrolière et en renforçant ses capacités de raffinage; et les États-Unis progressent dans l'assainissement de leurs finances publiques;

b) Les taux de change ont été réalignés dans une large mesure. La monnaie chinoise a continué de s'apprécier par rapport au dollar et le dollar s'est déprécié davantage par rapport aux autres grandes monnaies.

45. Si ces facteurs semblent avoir contribué à réduire les déséquilibres mondiaux, les risques liés à une aggravation réelle de la situation économique mondiale ont toutefois augmenté. La demande, aux États-Unis en particulier, est moins forte que prévu lors de la première consultation multilatérale. Une plus forte expansion de la demande dans les autres pays est donc nécessaire. En outre, cette période, où le niveau de confiance est faible, est caractérisée par la probabilité d'une récession aux États-Unis, à laquelle s'ajoutent la contraction du crédit dans les principaux centres financiers et de fortes fluctuations sur les marchés des changes, des produits de base et de l'énergie.

46. Un plan d'action concerté plus détaillé devrait viser les objectifs complémentaires suivants :

- Aider à alléger les contraintes concernant l'offre et améliorer la sécurité alimentaire;
- Stimuler une demande forte et durable dans l'économie mondiale pour compenser l'ajustement imminent du secteur des ménages dans divers pays développés;
- Restaurer la confiance et réactiver des mécanismes de crédit viables pour maintenir les activités créatrices d'emplois et de revenus.

Problème de la crise alimentaire

47. Des mesures concertées à l'échelle internationale doivent être prises afin de résoudre la crise alimentaire. À très court terme, le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont clairement décrit les besoins d'assistance humanitaire et alimentaire d'urgence. Une aide alimentaire et financière supplémentaire est nécessaire pour atténuer la crise alimentaire. Pour faire face aux pénuries, les droits à l'exportation et les mesures de contrôle des exportations ne semblent pas être efficaces pour garantir les approvisionnements internes et la réglementation des prix intérieurs. En outre, ces mesures limitent l'offre de produits, augmentant encore les prix aux niveaux régional et mondial.

48. La suppression des subventions agricoles dans les pays développés devrait être avantageuse pour les exploitants des pays en développement. Cependant, à court

terme, cette mesure entraînera probablement une nouvelle augmentation des cours mondiaux des produits alimentaires et nécessitera l'adoption de mesures compensatoires pour les pays affectés, en particulier les pays à faible revenu importateurs de produits alimentaires. À moyen terme, il faudra évaluer les forces qui déterminent la fluctuation des prix, ainsi que les ressources disponibles au niveau mondial, les moyens utilisés pour accroître la productivité et protéger l'environnement; il est également essentiel de surveiller les marchés proprement dits.

49. La crise alimentaire actuelle a montré les conséquences d'un problème de faible productivité agricole, qui aurait dû être réglé depuis longtemps, et les effets de cette négligence sur les pauvres. À long terme, il faudra accroître la productivité en investissant dans l'approvisionnement en eau, l'infrastructure, l'amélioration des semences et les engrais, l'éducation et la recherche-développement dans le domaine agricole, non seulement pour résoudre la crise alimentaire actuelle, mais également pour régler le problème de la pauvreté persistante et généralisée en milieu rural. En améliorant l'accès des producteurs aux terres agricoles, aux intrants à des coûts abordables et aux infrastructures nécessaires, il serait possible d'obtenir d'importants résultats dans la lutte contre la pauvreté en milieu rural par l'augmentation de la productivité vivrière. Cela exigera d'accorder une attention prioritaire à l'agriculture aux niveaux national et international.

Relance de la demande mondiale

50. Pour amorcer une restructuration de la demande mondiale dans des conditions où le niveau de confiance dans les marchés est faible, les décideurs devraient envisager de mettre en place un programme de relance coordonné à l'échelle mondiale, axé sur l'expansion de la demande intérieure dans les pays excédentaires, et de donner un rôle plus proactif au secteur public.

51. Un certain nombre de pays développés ayant un certain poids dans l'économie mondiale, comme le Japon, l'Allemagne, la Suisse, les Pays-Bas, la Norvège et le Canada, ainsi que les pays émergents à économie de marché d'Asie de l'Est et les principaux exportateurs de pétrole, ont un rôle décisif à jouer en définissant une voie plus équilibrée et rationnelle pour la croissance au niveau mondial. On notera également que les stratégies axées sur les exportations risquent de pâtir d'un ralentissement de l'économie mondiale et que la dévalorisation de leurs réserves, entraînant une éventuelle forte dépréciation du dollar et aggravant l'instabilité sur les grands marchés financiers, risque d'être considérable. Entre-temps, ces pays ont beaucoup à gagner en utilisant les réserves qu'ils ont accumulées, leurs moyens industriels et leurs ressources de base pour créer des revenus et des emplois et améliorer la distribution dans leur économie nationale.

52. Certains pays sont liés par des règles qui limitent dans une large mesure leur espace budgétaire. Bien que les principes directeurs de la prudence budgétaire soient utiles, dans la plupart des cas, ils ont été avancés dans le cadre d'une réorientation résolue vers la déréglementation et la libéralisation, qui a contribué dans une large mesure à la fragilité mondiale. En outre, ces règles ne sont sans doute pas suffisamment anticycliques pour déclencher un redressement suffisant de la structure de la demande globale au niveau mondial.

53. Dans une stratégie mondiale de relance, il faudrait envisager de soutenir la croissance et le développement dans des pays aux ressources limitées, notamment les pays les moins avancés. Contraints d'équilibrer davantage leurs comptes

extérieurs et budgétaires, les gouvernements de nombreux pays en développement d'Afrique et d'Amérique latine ont différé les investissements à long terme dans les infrastructures et le secteur social au cours des précédentes décennies. La récente accumulation d'importantes réserves officielles pose la question du choix entre le désir de se prémunir contre les chocs extérieurs et la nécessité qui s'imposait depuis longtemps d'accélérer les investissements pour assurer le développement à long terme. La réforme du système de réserves internationales et l'adoption de mesures visant à contenir la volatilité des capitaux (voir ci-dessous) devraient également permettre de réduire la nécessité d'une auto-assurance par l'accumulation de réserves au niveau national. Cela donnerait une plus grande marge de manœuvre budgétaire pour l'augmentation des dépenses dans les domaines du développement des infrastructures et des services sociaux.

Amélioration de la situation financière et renforcement de la confiance

54. Les marchés financiers sont confrontés à des problèmes concernant l'« état de la confiance » et l'« état du crédit » selon la terminologie keynésienne. Quand l'économie est en phase descendante, des pressions sont exercées sur les marchés financiers afin qu'ils continuent à vendre, ce qui entraîne une nouvelle dépréciation des actifs et une réduction des valeurs, ce qui pourrait entraîner une crise financière. Les gouvernements ont toujours eu tendance à intervenir pour renflouer certaines parties du secteur financiers dans les période critiques, souvent à un coût élevé pour les contribuables. Ces interventions peuvent se justifier lorsque la faillite de grandes institutions financières peut entraîner des risques systémiques. En même temps que l'injection de crédits dans le secteur financier en crise, ces mesures devraient être appliquées avec une grande prudence, sinon les mauvais signaux seraient envoyés au système financier, encourageant une prise de risques excessive.

55. Plus fondamentalement toutefois, il faudra réformer de manière plus persuasive les mécanismes de réglementation et de contrôle financiers internationaux. Les responsables dans les pays développés devraient s'efforcer davantage de prévenir les effets préjudiciables des excès financiers. Les évaluations des risques par les organismes de notation en général sont très procycliques et tendent à réagir à la matérialisation des risques (en d'autres termes, après l'apparition des problèmes) et non aux stades antérieurs. Les moyens actuels ne permettent pas de faire face aux conséquences. Les réglementations internationales sur l'adéquation du capital des banques sont en général aussi procycliques, exigeant des prêteurs qu'ils mobilisent plus de capitaux que lorsque les problèmes sont déjà apparus sur les marchés financiers. Les Règles de Bâle I ont autorisé les banques à ne pas faire figurer les prêts à risque dans leur bilan, ce qui nuit à l'efficacité de la réglementation. Les Règles de Bâle II sont mieux élaborées en ce qui concerne le traitement des risques, mais s'appuient beaucoup plus sur les modèles d'évaluation des risques mis au point par les banques elles-mêmes; une lacune majeure de ces évaluations est le fait qu'elles ignorent les effets de contagion et le panurgisme inhérents au fonctionnement des marchés financiers.

56. Les réglementations prudentielles nationales et internationales doivent être modifiées pour mettre l'accent sur les éléments systémiques d'augmentation des risques sur les marchés financiers. En outre, pour être efficaces, ces réglementations devraient s'appliquer également aux banques et aux autres établissements. Les réglementations peuvent devenir anticycliques si on exige que des garde-fous (adéquation du capital) soient mis en place pendant les périodes de reprise économique, afin de limiter les excès et de permettre de mieux amortir les pertes en

période de ralentissement. Ces réglementations devraient être appliquées à l'échelle internationale pour que les banques et les autres institutions financières n'essaient pas de se soustraire aux réglementations nationales en transférant leurs avoirs dans des établissements extraterritoriaux.

57. Le système de réserves internationales doit également être révisé. Suivant le système actuel fondé sur le dollar des États-Unis en tant que monnaie de réserve, il faut que les États-Unis accusent un déficit extérieur pour que les autres pays accumulent des réserves. À terme, ce schéma déprécie inévitablement la valeur du dollar en augmentant les coûts pour les pays qui continuent de détenir d'importantes réserves, et cela risque de provoquer des ventes massives de dollars, dont les graves conséquences déstabilisatrices seraient ressenties à l'échelle mondiale.

58. L'émergence d'une nouvelle monnaie supranationale, fondée sur l'élargissement des droits de tirage spéciaux, est probablement la meilleure façon de stabiliser le système mondial de réserves, mais ne peut être qu'une option à long terme. Une réforme plus immédiate consisterait à promouvoir un système de réserves dans plusieurs monnaies qui soit officiellement cautionné. Cette idée devrait être aussi convaincante que la poursuite d'un système commercial multilatéral est impérieuse. De même que la réglementation du commerce multilatéral, un système financier multilatéral bien conçu devrait créer des conditions égales pour toutes les parties et éviter une concurrence déloyale et un partage inégal du fardeau que constitue l'ajustement des taux de change. Il devrait également contribuer à mieux stabiliser le système financier international.